

De nombreuses méthodes peuvent être utilisées pour montrer les véritables répercussions des dépenses gouvernementales qui sont pratiquement hors de contrôle. Elles ont absorbé de façon incroyable tous les fonds pouvant être investis qui auraient normalement été affectés à l'expansion de diverses usines et à des investissements d'entreprises qui, à leur tour, auraient permis de créer des emplois pour les Canadiens. Cet argent a maintenant été dépensé dans des activités pratiquement improductives.

M. Kristiansen: Des prises de contrôle de sociétés privées par exemple?

M. Stevens: Mes collègues socialistes veulent participer au débat. Ils me demandent de parler des prises de contrôle de sociétés privées. Ils oublient peut-être que la société de la Couronne à laquelle ils attachent tant de prix, la société Petro-Canada, est à l'origine de la vague de prises de contrôle. D'un seul coup, elle a dépensé 1.4 milliard de dollars américains pour racheter Petrofina. Après impôt, cela coûte aux contribuables canadiens 70 millions de dollars. On peut considérer cela comme entrant dans le déficit de près de 20 milliards de dollars prévu dans le budget.

J'espère presque que les socialistes à ma gauche continueront de livrer ces petites observations, car je pense que ce faisant, ils viennent gentiment apporter de l'eau à mon moulin. Ce sont eux qui, en fait, ont laissé à ces pauvres créatures un fardeau terriblement dangereux, c'est-à-dire une économie et une situation fiscale et budgétaire pratiquement hors de contrôle.

• (2030)

En disant cela, monsieur l'Orateur, il convient, je crois, de rappeler que non seulement un exposé budgétaire a été présenté hier soir, mais aussi des prévisions pour l'année 1982-1983, mais pour cette année-là seulement. Nous n'avons obtenu aucune prévision pour les années financières 1984 ou 1985. Renseignement pris, la raison pour laquelle le gouvernement ne vous dit pas ce que l'avenir nous réserve s'il demeure au pouvoir—mais Dieu nous en garde—c'est qu'il n'en sait rien. Le gouvernement a présenté hier soir un budget qui ne fournit aucun chiffre sur les dépenses et les recettes projetées au-delà de l'année financière 1983. Cela m'amène à faire remarquer que ce budget a été élaboré durant les quatre dernières semaines. Nous devons nous demander, je crois, ce qui a décidé le gouvernement à en présenter un. Nous avons reçu l'assurance, dans l'exposé budgétaire de novembre 1981, que le gouvernement possédait la solution, que tout était prêt et que le gouvernement abaisserait l'inflation pour provoquer en somme un revirement économique. Pourquoi le gouvernement a-t-il subitement paniqué et jugé bon de préparer en moins de quatre semaines le budget bâclé qu'il nous a présenté hier soir? Si je le demande, monsieur l'Orateur, c'est que je crois que le gouvernement du jour, qu'il soit d'allégeance conservatrice ou libérale, doit pouvoir contrôler les dépenses non pas à court terme, mais à long terme. Si le gouvernement compte réduire sensiblement ses dépenses, il ne suffit pas de prévoir pour des périodes de douze mois à la fois; il doit établir des prévisions pour deux, trois, quatre ou cinq ans à l'avance. A titre d'exemple, je puis faire état du niveau des dépenses que nous aurions effectuées si nous avions réussi à nous maintenir au pouvoir et

à nous conformer à nos prévisions. Pour 1981-1982, par exemple, le total des dépenses prévues par le gouvernement Clark devait s'élever à 61.5 milliards de dollars. Sous le régime actuel, ces dépenses ont atteint 67.5 milliards, soit près de 6 milliards de plus que ce que nous avions prévu quand nous étions au pouvoir. En ce qui concerne l'actuel exercice financier, celui de 1982-1983, on constate que les dépenses prévues dans le budget de novembre dernier pour cette année atteindraient environ 75.5 milliards de dollars. Pour la même période, nous avions prévu de dépenser 67.218 milliards. Toutefois, hier soir, nous avons appris que les dépenses prévues ne sont plus de 75 mais de 78.1 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de plus de 3 milliards dans les dépenses fédérales entre novembre dernier et hier soir.

J'insiste sur ce point, monsieur l'Orateur—et vous êtes meilleur mathématicien que moi—parce qu'il est évident que la différence entre nos dépenses de 67 milliards et les dépenses de 78.1 milliards du gouvernement actuel est de plus de 10 milliards. Voilà, monsieur l'Orateur, un aspect de notre dilemme.

Parce que le gouvernement ne s'est même pas préoccupé de réduire ses dépenses ni d'essayer d'administrer sagement les affaires publiques, comme nous avons proposé de le faire, il force le pays à dépenser 10 milliards de dollars cette année, ce qui ne se serait pas produit dans notre cas. La manque de confiance des Canadiens d'un bout à l'autre du pays fait que la production—le produit national brut, comme on l'appelle parfois—a baissé, que les dépenses sont plus élevées et que les revenus commencent à diminuer. En dernière analyse, alors que nous prévoyions des besoins de trésorerie de 5.6 milliards, nous nous apercevons aujourd'hui que c'est de 17 milliards dont le gouvernement actuel a besoin. Cet écart de 10 milliards montre que le gouvernement dépense beaucoup trop comparativement aux prévisions de dépenses Crosbie-Clark annoncées en décembre 1979.

Nous nous rappelons tous, monsieur l'Orateur, ce qui s'est passé. Horrifiés par le terme «contrainte» et par un gouvernement qui s'efforçait de mener à bien une politique fiscale et monétaire responsable, les socialistes présentèrent une motion de défiance à l'égard de notre programme de dépenses. Évidemment, toujours soucieux, quant à eux, de reprendre le pouvoir, les libéraux appuyèrent les socialistes, ce qui provoqua les élections à l'issue desquelles le gouvernement Trudeau fut reporté au pouvoir. Je mentionne ces faits, monsieur l'Orateur, pour mieux étayer ma thèse selon laquelle le gouvernement actuel ne doit pas être seul à porter la responsabilité de la situation dans laquelle nous nous trouvons. En vérité, cette situation est le fruit d'un effort combiné de la part des socialistes à ma gauche et des quasi-socialistes qui nous font face, les libéraux du gouvernement Trudeau.

Des voix: Bravo!

M. Deans: Vous avez fait appel au peuple et vous n'avez pas encore digéré qu'il vous ait rejetés.

M. Epp: Ces messieurs sont très sensibles ce soir.

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, dès que mon ami à ma gauche voudra faire appel au peuple, nous n'hésiterons pas à demander de nouvelles élections.

Des voix: Bravo!